

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 5 JUIN 1979 - N° 929

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Manifestations antinucléaires dans le monde...

De nombreux rassemblements se sont tenus aux USA, au Canada, aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne, au Japon, en Espagne où la police a tué une jeune fille, en Irlande...

En France, plusieurs milliers de manifestants se sont réunis à Plogoff (Finistère) et sur plusieurs sites nucléaires. La manifestation la plus importante était attendue à Cattenom, dans la journée de lundi.

Lire en page 4

Réunion des non-alignés

Les représentants des pays non-alignés se sont réunis ce lundi à Colombo pour préparer leur sommet prévu en septembre à La Havane. Le bureau de coordination a voté, à une large majorité, pour la participation de représentants du gouvernement du Kampuchéa démocratique à ce sommet.

La question de la représentation du Kampuchéa fait l'objet d'une bataille diplomatique importante, le Vietnam et Cuba se démenant pour faire admettre le régime fantoche de Phnom Penh comme représentant du Kampuchéa.

Pétrole : la position américaine provoque des réactions en Europe

Le gouvernement américain vient de décider de subventionner les importations de pétrole aux Etats-Unis. Cette mesure inquiète les pays européens : elle pourrait entraîner une pénurie de pétrole sur le marché, au détriment de leur propre consommation. Des protestations, assez timides il est vrai, s'élèvent. Le ministre français de l'Industrie devait être reçu ce lundi par Carter pour discuter du problème.

Lire en page 8

La V^e conférence de la CNUCED s'est achevée

Le veto des pays impérialistes aux revendications des pays du Tiers-Monde



Une mine d'uranium au Gabon. Les pays du Tiers Monde ne veulent pas être soumis au pillage de leurs matières premières. Ils veulent que des dispositions soient prises pour des transferts de technologie.

La 5^e CNUCED, conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, s'achève à Manille, sur un constat de profond désaccord entre les pays impérialistes et les pays du Tiers Monde.

A l'occasion de cette conférence, 119 pays du Tiers Monde ont réaffirmé avec force leur volonté de promouvoir un «nouvel ordre économique mondial» échappant au diktat des grandes puissances capitalistes industrielles. Témoin de cette volonté : l'ampleur des exigences qui ont été avancées. Celles traditionnelles comme l'annulation de la dette, ou la garantie du prix de vente des matières premières ; celles, plus nouvelles, telle que la mise en cause du protectionnisme des pays impérialistes, contre les produits manufacturés du Tiers Monde.

Cette lutte est d'autant plus âpre que les impérialistes, manœuvrant en recul, continuent de s'opposer à ces revendications ou tentent de les vider de leur contenu comme c'est le cas avec l'apport de technologie dont les pays impérialistes essaient de faire un nouveau moyen d'assujettissement. Lutte âpre car il faut faire face aux manœuvres impérialistes consistant à exploiter des différences de situation ou des divergences d'appréciation entre pays du Tiers Monde. On en a vu un exemple avec la tentative, finalement avortée, de faire à Manille, de la contradiction entre producteurs et non-producteurs de pétrole, un véritable fossé.

Une lutte dont l'âpreté est également déterminée par la nécessité de faire face à la politique de l'URSS, même si les «vieux» impérialismes disposent souvent encore de plus d'atouts économiques qu'elle. Comme prévu, la superpuissance soviétique ne s'est nullement démarquée des autres pays impérialistes, refusant d'accroître l'aide au Tiers Monde, alors qu'elle est elle-même engagée dans une politique de pillage et de mainmise.

C'est d'ailleurs avant tout aux manœuvres de celle-ci que la conférence des ministres des non-alignés à Colombo, ouverte quelques heures après la clôture de la CNUCED, va devoir faire face. La capacité de résistance dont le Tiers Monde a su faire preuve jusqu'ici face à ces diverses manœuvres, sera garante de son avenir.

Inculpés du 23 mars CONDAMNÉS... SUR UN RAPPORT DE POLICE RECONNU FAUX PAR LA COUR

Le rapport du brigadier Kayser était faux : il l'a reconnu lors d'une confrontation. Cela n'a pas gêné le tribunal, qui s'est refusé à entendre les policiers en appel, et qui a accordé toute confiance aux témoignages... des mêmes policiers. Les multiples contradictions dans leurs témoignages reconnues par l'avocat général lui-même, ne l'ont pas empêché de requérir une confirmation des peines prononcées.

Lire en page 5

ELECTIONS EUROPEENNES

Le débat européen, engagé dans les neuf pays de la Communauté en vue de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne, connaît partout une forme différente. C'est indiscutablement en France qu'il donne lieu aux empoignades les plus spectaculaires et les plus passionnées. En Allemagne, l'élection du 10 juin prochain permettra essentiellement de mesurer le rapport de force

actuel entre SPD et CDU, les deux partis qui dominent les joutes politiques outre-Rhin. En Grande-Bretagne et en Italie, l'intérêt de l'élection européenne est largement relativisé par le fait que des élections législatives, d'une toute autre importance, viennent déjà de se dérouler. Il n'en reste pas moins que dans les neuf pays qui composent aujourd'hui l'Europe, les forces politiques sont

mobilisées, essentiellement pour récolter le maximum de suffrages. Quelles sont donc ces forces politiques de l'Europe des Neuf, et en quoi leurs positions peuvent influencer sur le devenir de l'Europe ? C'est à ces questions que nous allons répondre dans les articles qui suivent.

Les forces politiques en Europe (1)

La distribution des forces bourgeoises en Europe →

Sondages en Europe France : derniers chiffres

Les chiffres varient beaucoup d'un sondage à l'autre. Ce qui reste constant, c'est la forte proportion d'abstentionnistes. *Paris-Match* publie aussi les résultats de sondages effectués dans les autres pays de la CEE. Cela donne pour les principaux partis les résultats suivants (en sièges) :

- Allemagne : CDU : 41 ; SPD : 36 ; Libéraux : 4
- Belgique : PPE (démocrates-chrétiens) : 10 ; PS : 7 ; libéraux : 4.
- Danemark : Sociaux-démocrates : 6 ; conservateurs : 3 ; libéraux : 3 ; anti-européens : 2.
- Grande-Bretagne : conservateurs : 58 ; travaillistes : 20.
- Luxembourg : Démocrates-chrétiens : 2 ; sociaux-démocrates : 2 ; libéraux : 2
- Irlande : Fianna Fail (démocrates de progrès) : 8 ; Fine Gail (démocrates chrétiens) : 5 ; travaillistes : 1.
- Italie : Démocratie chrétienne : 34 ; PCI : 23 ; PSI : 10 ; PS-DI : 3 ; parti radical : 3 ; libéraux : 23 ; extrême-droite : 3 ; PLI : 2.
- Pays-Bas : CDA (démocrates chrétiens) : 9 ; PVDA (sociaux-démocrates) : 8 ; VVD (libéraux) : 5.

Les sondages étant interdits de publication dans la semaine précédant le scrutin national, c'est le sondage *Le Point-Ilop* qui donnera cette fois les derniers chiffres. Seulement 61 % des 1 127 personnes interrogées auraient arrêté définitivement leur choix. Les intentions de vote se répartissent de la façon suivante : UDF : 31 % ; PS : 27 % ; PCF : 22 % ; RPR : 12 % ; écologistes : 4 % ; Servan-Schreiber : 1,5 % ; LO-LCR : 1 % ; PSU et régions-Europe, chacun : 0,5 %. Enfin, Poujade et Malaud totaliseraient 0,5 % des voix.

De son côté *Paris-Match*, après avoir enquêté 48 heures plus tôt auprès de 3 400 personnes, donne des résultats bien différents. Les intentions de vote seraient de 27 % pour l'UDF (24 sièges), de 24 % pour le PS (11 sièges), de 21 % pour le PCF (19 sièges), de 20 % pour le RPR (17 sièges).

France	PS	PR Radicaux JJSS MRG	CDS	RPR PR (observateur)	PCF
RFA	SPD	FDP (parti libéral)	CDU-CSU	CDU-CSU	DKP
Grande-Bretagne	- Parti travailliste - Parti travailliste d'Irlande du Nord	- Parti libéral - Parti républicain		Parti conservateur	PC
Italie	- Parti socialiste - Parti social-démocrate	- Parti libéral	Démocratie chrétienne		PCI
Belgique	- Parti socialiste (PSB/BSP)	- Parti de la liberté (PVV) - Parti libéral	Sociaux chrétiens		PCB
Luxembourg	- Parti ouvrier socialiste luxembourgeois	- Parti démocratique	Parti chrétien social		PC
Pays-Bas	- Parti du travail des Pays-Bas	VVD	Appel démocrate chrétien		PC
Danemark	- Parti social-démocrate	Venstres Landes Organisation		Parti conservateur	PC
Irlande	- Parti travailliste		Fine gael		
	↓	↓	↓	↓	
«Partis européens»	Union des partis socialistes et sociaux-démocrates de la CEE	Fédération des partis libéraux et démocratiques	Parti populaire européen	Union démocratique européenne	

Partis participant au pouvoir

Avant d'examiner les positions des uns et des autres, quelques faits valent d'être notés. Elu au suffrage universel, le Parlement européen n'aura pas plus de pouvoir qu'il n'en a aujourd'hui ; la seule vraie nouveauté sera très probablement que les grands médias parleront plus de ce qui se passe à Strasbourg. En ce sens, la composition du nouveau Parlement européen n'aura donc que très peu d'influence sur le cours des choses. Actuellement, la répartition des 198 sièges de l'Assemblée européenne se présente comme suit : un groupe «communiste» de 18 membres (5 Français, 12 Italiens et 1 Danois), un groupe socialiste de 36 membres, un groupe «démocrate-chrétien» de 53 (parmi lesquels le CDS de Lecanuet), un groupe «démocrates européens de progrès» de 17 membres (essentiellement le RPR plus quelques Irlandais), un groupe conservateur de 18 membres (Anglais et Danois), et enfin 23 «libéraux et démocrates», parmi lesquels le PR français. Signalons enfin la présence de 3 non-inscrits.

La prochaine assemblée sera incomparablement plus nombreuse, puisqu'elle aura 410 membres. Les

grands équilibres n'en seront pas pour autant modifiés, si l'on en croit une simulation effectuée à partir de récents sondages dans les neuf pays : PC : 40 députés ; socialistes : 130 députés ; démocrates-chrétiens : 100 députés ; libéraux : 40 députés ; conservateurs : 50 députés ; démocrates européens : 23 et non inscrits : 24.

Prises à l'échelle de ce parlement européen, les notions de gauche prennent un sens différent : il n'y a pas d'un côté PS et PC, et d'un autre côté «le reste». Notons cependant que la composition de l'assemblée penche — et penchera après le 10 juin — du côté des vieilles forces réactionnaires. Quant au fond, ces constatations n'ont que peu d'intérêts. Vu les très faibles pouvoirs de l'assemblée européenne, que celle-ci ait une majorité socialiste, ou qu'elle ait une majorité démocrate-chrétienne ou conservatrice, le cours de l'Europe n'en sera pas changé. Les décisions, les vraies, sont prises ailleurs, et principalement au Conseil européen, qui regroupe les chefs d'Etat des neuf pays communautaires. Les rapports de force internes à chaque pays pèsent en fin de compte plus sur

l'Europe que le rapport de force général, tel qu'il peut transparaître de la composition du Parlement européen.

Minoritaires à l'assemblée de Strasbourg, les sociaux-démocrates n'en jouent pas moins un rôle important en Europe, dans la mesure où ils sont représentés au Conseil européen, parce qu'au pouvoir en RFA, au Danemark, et grâce à des coalitions, en Belgique et au Luxembourg.

LES PARTIS EUROPEENS

Depuis quelques années, il existe des partis européens, dont certains, le PCF en particulier, disent qu'ils sont les maillons d'une organisation supranationale qui se mettrait en place. Là encore, les faits méritent d'être rétablis. Certes, ces «partis» existent ; ils sont trois : la «fédération des partis libéraux et démocratiques», créée en 1976 et dont le président est le Luxembourgeois Thorn. Le «parti populaire européen», fondé en 1976, et dont le président est le Belge Tindemans ; et enfin «l'union démocratique européenne», fondée en 1978, avec comme président l'Autrichien Taus. Chacun comprend divers partis natio-

naux. Déduire de leur existence qu'il s'agit de partis supranationaux, déterminant une même politique, et disposant des moyens de la véhiculer dans chacun des pays européens relève de la plaisanterie. En fait, chacun de ces «partis européens» joue le même rôle que «l'union des partis socialistes et sociaux-démocrates de la CEE», c'est-à-dire un rôle d'information, et parfois, sur des cas limités, de coordination. Leurs réunions n'ont pas plus de caractère supranational que les réunions qui peuvent exister entre le PCF et le PCI. Les situations sont trop différentes, les rapports de force trop variables dans chacun des neuf pays de la CEE pour que les partis ne définissent leurs positions autrement qu'en fonction des exigences nationales.

L'Europe, telle qu'elle est aujourd'hui, c'est l'addition de neuf bourgeoisies, qui ont des intérêts propres, et des intérêts communs. Examiner les forces politiques en Europe, c'est donc avant tout examiner comment se présente le rapport de force dans chacun des pays, et comment le résultat se traduit au niveau de la seule vraie direction européenne, le conseil des chefs d'Etat.

Communiqué commun de l'OCF ML et du PCR ml

L'OCF ml et le PCR ml dénoncent les conditions financières exorbitantes et les discriminations antidémocratiques imposées par la bourgeoisie qui empêchent notamment les marxistes-léninistes de participer pleinement au scrutin du 10 juin et d'y présenter une liste.

Aucun des listes en présence ne prend en compte la réalité actuelle des pays européens menacés dans leur indépendance par la rivalité accrue des deux superpuissances : les Etats-Unis et l'URSS. Aucune des listes ne dénonce le caractère trompeur de la détente qui masque les préparatifs de guerre, notamment de l'URSS.

3) Pour nous, que l'unité de l'Europe se fasse contre les superpuissances, c'est une bonne chose.

4) Mais cette Europe est capitaliste, c'est l'Europe de la coalition d'intérêts impérialistes, l'Europe des exploités.

5) Ce ne peut être l'Europe véritablement indépendante dont les travailleurs et les peuples d'Europe ont besoin.

6) La campagne chauvine du PCF contre l'Allemagne dissimule les responsabilités propres de la bourgeoisie française, fait le jeu des ambitions de l'URSS qui opprime et occupe déjà la moitié de l'Europe.

7) Nous appelons à développer la solidarité de classe anticapitaliste des prolétaires et des peuples d'Europe, nous soutenons le développement des pays européens contre les deux superpuissances.

8) C'est pourquoi nous n'appelons à ne voter pour aucune des listes en présence.

Contre les menaces de licenciements
et de réduction d'horaire

LES TRAVAILLEURS DE LA CGCT BLOQUENT LA ROCADE DE RENNES

Mardi 29 mai, lors d'une réunion du comité central d'entreprise, la direction de la CGCT (entreprise générale de constructions téléphoniques) annonçait qu'à partir de cette semaine, les 10 000 employés de la compagnie ne travailleraient plus que 32 heures par semaine. Étaient annoncés également 150 départs en pré-retraites et 90 « incitations au départ ». Après avoir annoncé des pertes minimales pour les plus bas salaires à la suite de la réduction d'horaires, c'est finalement de 15 % que seront amputés ces salaires. De plus, ces mesures prises contre les travailleurs par la direction ne sont pas nécessairement les dernières. Lors d'une précédente réunion du comité central d'entreprise, la direction déclarait qu'il « y avait 1 500 personnes en trop sur les 4 500 travaillant dans les usines de fabrication » (Rennes, Longuenesse, Massy et Boulogne). Or, les mesures qui viennent d'être prises ne peuvent permettre que « d'économiser » 840 emplois. Autre élément inquiétant pour l'usine de Rennes : la production de nouveaux postes à clavier pour les PTT qui étaient présentée comme une planche de salut pour cette usine va être également limitée de fait par la réduction d'horaires. On peut se poser la question de savoir



si cette production constitue vraiment une garantie d'emploi pour les travailleurs de Rennes.

Face à ces mesures, les travailleurs de l'usine CGCT située dans la zone industrielle de Rennes-Chantepie (500 personnes, en très grande majorité des ouvrières) se mobilisent. Mercredi, lendemain du comité d'entreprise, une assemblée générale avec des commissions rassemblait 90 % du personnel et étudiait les mesures prises par la direction. Un cahier de revendications était éla-

boré : pas de perte de salaire ; jour chômé selon les besoins du personnel (la direction a décidé de fermer l'usine le vendredi, contre l'avis des ouvrières qui préfèrent le mercredi, jour de fermeture des écoles) ; garantie de l'emploi pour tous. Les travailleurs menacent de bloquer la production comme ils l'avaient déjà fait en janvier lors de l'annonce d'une éventuelle fermeture de l'usine CGCT de Rennes.

Vendredi dernier au matin, à l'appel des sections CGT et CFDT, une centai-

ne de travailleurs bloquait la rocade Sud de Rennes pendant trois quarts d'heure, provoquant un bel embouteillage et obligeant ainsi FR 3 à parler de leur lutte.

Mercredi se tient une intersyndicale au niveau de toute la compagnie car c'est sur toutes les unités de la CGCT que doit se mener la lutte contre les licenciements et les baisses de salaires qui touchent tous les employés.

Corr. RENNES

● Redon : les Garnier questionnent des députés de droite

Deux députés de la majorité, Madelin (UDF) et Le Douarec (RPR) ont eu une mauvaise surprise vendredi dernier à Redon en Bretagne. Ces messieurs étaient venus assister à l'inauguration de la foire-exposition locale (ça se fait beaucoup pour soigner l'image de marque dans le petit monde des politiciens). Les travailleurs de l'entreprise Garnier qui est actuellement en règlement judiciaire, et dans laquelle les menaces de licenciements planent donc, étaient aussi à l'inauguration. Ils n'ont pas manqué de questionner les députés en retenant leurs voitures un petit moment. Les parlementaires ont été « libérés » sous promesse d'une entrevue dans la journée de lundi.

● Solmer (Fos-sur-Mer) :

Après deux mois de lutte, les travailleurs de la Solmer étaient appelés lundi matin, à se réunir en assemblée générale extraordinaire, par les syndicats. On sait qu'à la fin de la semaine dernière, la direction de la Solmer a tenté une opération visant à faire démarrer progressivement les installations du complexe sidérurgique, après on le sait, avoir refusé de céder sur les revendications essentielles des grévistes.

RENAULT :
LA GREVE
CONTINUE
A CAEN
ET A LIMOGES

Alors que la direction, pour toute réponse aux revendications avancées par les travailleurs, a envoyé 4 lettres de licenciement, la grève se poursuit. Les travailleurs exigent des

augmentations de salaire, notamment une prime de 350 F.

PRÉAVIS DE GREVE
A LA SNCF

La CGT a déposé un préavis de grève couvrant la période du 7 juin (20 heures) au 9 juin (6 heures). Une semaine d'action est prévue du 5 au 9 juin.

Nouveau procès du PDG Leleu à Douai : Envoyé en prison pour un an en 1978 IL ETAIT LIBRE UNE SEMAINE APRES !

Jeudi, la cour d'appel de Douai rejugeait l'affaire « Roger Leleu », le PDG aujourd'hui en retraite des cartonneries de Lestrem, dans le Pas-de-Calais. Le 1^{er} juin 1978, il avait été arrêté à l'audience même du tribunal de grande instance de Béthune, qui l'avait condamné à un an de prison pour « entrave au bon fonctionnement du comité d'entreprise et aux droits des délégués syndicaux ». Il avait été relâché une semaine plus tard, sur une décision de la Cour d'appel de Douai. Normalement, le délai est de deux à trois mois ! Il faut dire que la décision du tribunal de Béthune avait fait sortir de leurs gonds 500 patrons de la région qui avaient défilé dans les rues de Béthune, le 7 juin. Patrice de Charette avait alors déclaré : « Le patronat ne supporte plus l'instruction judiciaire, dès lors qu'elle ne fonctionne plus

à son profit ». Effectivement, la cour d'appel avait immédiatement ordonné la libération de Leleu.

Pourtant, les faits étaient parfaitement établis : à la suite d'une grève avec occupation, qui avait duré 6 semaines, Roger Leleu avait licencié une vingtaine de grévistes, dont 5 délégués du personnel. Une décision de justice ordonne leur réintégration, Leleu n'accepte d'en reprendre que trois. La fédération CGT des industries papetières portait plainte. Jeudi, devant le tribunal, plusieurs dizaines de manifestants demandaient justice. Parmi eux, Roland Douez, un des délégués qui n'a toujours pas retrouvé de travail, et dont les allocations chômage sont terminées. L'avocat général ne demandait qu'une amende de 5 000 F et Leleu n'était même pas présent !

● Certains syndicats ont signé l'accord salarial à la SNCF

Les fédérations FO, CGC, CFTC, et FGAAC (autonomes) de la SNCF ont signé l'accord salarial pour l'année 1979. Aux termes de cet accord intervenu entre la direction de l'entreprise nationalisée et certaines fédérations syndicales, les salaires des agents de la SNCF seront majorés de 3,5 % à compter du 1^{er} juin.

Les syndicats CGT et CFDT, jugeant les propositions de la direction notoirement insuffisantes, ont refusé de signer l'accord. Pour autant, l'unité de vue ne semble pas régner entre ces deux dernières organisations sur les suites à donner. La CGT a d'ores et déjà déposé un préavis de grève couvrant la période du 7 juin à 20 heures jusqu'au 9 juin à 6 heures. La CFDT ne s'est pas associée à cette initiative. Il semble donc peu probable dans ces conditions que l'on s'oriente vers un développement de l'action à la SNCF dans l'immédiat. A moins que les cheminots ne se contentent pas de l'accord au rabais imposé par la direction.

● Listes rouges contre « l'absentéisme »

Les patrons ne savent plus quoi inventer dans le domaine de la répression contre les travailleurs. Leur dernière trouvaille nous vient de Belfort. La direction de l'usine Alstom, préoccupée par ce qu'elle appelle « l'absentéisme », a mis au point un ingénieux système pour éviter la « désorganisation de la production ». L'ouvrier qui s'absentera verra désormais un carré rouge en face de son nom sur un grand tableau installé dans l'atelier.

Inutile de dire que la colère des travailleurs d'Alstom-Belfort était vive en apprenant la mise en place d'un tel système. En fin de semaine dernière, ils ont débrayé massivement une heure pour exiger l'arrêt de telles méthodes.

● Quelques résultats d'élections professionnelles

Les résultats des dernières élections professionnelles semblent confirmer les tendances que l'on avait pu observer depuis un certain nombre de mois. En général, ils se traduisent de la manière suivante : dans certains endroits, un net recul de la CGT au profit des autres syndicats (et pas seulement de la CFDT comme on aurait parfois pu le croire) ; ailleurs, la CGT remonte un peu, mais rarement de remontées spectaculaires qui pourraient compenser les chutes brutales enregistrées dans d'autres secteurs ; dans les secteurs où elle est hégémonique, la CGT conserve en général ses positions.

— Dans les houillères de Lorraine, la CFDT prend la tête avec 31,5 % devant la CGT qui ne recueille que 29,8 % des voix, perdant ainsi plus de 7 % par rapport à la précédente consultation électorale.

— A Air-France, la CGT progresse légèrement aux élections de délégués du personnel, passant à 37,5 % (+1 %). Chez les cadres, elle progresse de près de 2 %.

— Dans les mines de fer où elle est très influente depuis déjà longtemps, la CGT conserve son potentiel en s'assurant près de 90 % des voix. La CFDT vient très loin derrière, avec seulement 7 % des suffrages.

● Action contre la loi raciste de Bonnet

Une cinquantaine de manifestants ont occupé vendredi dernier les locaux de l'ONI (Office national de l'immigration) de Rennes à l'initiative de l'OCF ml. Elles entendaient ainsi protester contre les mesures racistes qui viennent d'être adoptées au Parlement. Les manifestants ont déployé une banderole à l'extérieur et distribuaient des tracts aux passants.

● Action des sidérurgistes de Denain

Une centaine de sidérurgistes de Denain ont occupé vendredi dernier la centrale EDF de Bouchain dans le Nord. La centrale, située près de Valenciennes, produit 500 mégawatts et alimente le réseau général. Les sidérurgistes ont réduit la production de la centrale de moitié pendant deux heures.

UN WEEK-END DE MANIFESTATIONS

ANTINUCLEAIRES
DANS LE MONDE
ET EN FRANCEEn Espagne, une jeune
fille tuée par la police

Dans une quinzaine de pays, le week-end de la Pentecôte a été marqué par des manifestations antinucléaires.

En France, des initiatives diverses se tenaient sur des sites de centrales nucléaires. A Plogoff (Finistère) plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées, à Penly (Seine-Maritime) un millier. Dans la région Rhône-Alpes, des manifestants se sont rassemblés à Cavillon, à Saint-Maurice-l'Exil, à une cinquantaine de kilomètres de Malville. A Lodève, (près de Montpellier) une manifestation s'est tenue près des mines d'uranium. A Fessenheim (Alsace) et à Nogent-sur-Seine étaient organisées des expositions sur les énergies douces. C'est à Cattenom, près de Metz, que devait se tenir un des rassemblements les plus importants du week-end, dans la journée de lundi.

En Espagne, nombreuses et importantes manifestations. C'est au cours de l'une d'elles, à Tudela dans la province de Navarre, qu'une jeune fille a été tuée par la police et qu'il y a eu plusieurs blessés. Marches et manifestations à Val-de-Caballeros en Extremadure, dans la région de Valence, à Iscairon, en Aragon, sur le site prévu pour le stockage

des produits radioactifs près de Cordoue en Andalousie. A Barcelone, une manifestation, suivie d'une fête, a rassemblé plusieurs milliers de personnes. A Madrid et à Samora (à la frontière portugaise) les manifestations prévues ont été interdites.

Aux Pays-Bas, à Gasselte, la population protestait contre le projet gouvernemental de stocker des déchets radioactifs dans les couches de sel du sous-sol.

En Belgique, près d'Anvers, où fonctionne l'une des trois centrales belges, 20 000 manifestants ont demandé l'arrêt de toute centrale nucléaire.

Des rassemblements se tenaient également en Suisse, en Allemagne, au Japon, en Irlande et en Angleterre.

Au Canada, des manifestants ont occupé le site de Darlington, dans l'Ontario, où devrait être construite la plus grosse centrale nucléaire du monde.

Aux États-Unis, dans quarante sites, des manifestations se sont tenues contre les centrales nucléaires et contre les installations atomiques militaires. Près de Détroit, les manifestants ont simulé les conséquences d'un accident et ont fait semblant de mourir sur place.



20 000 manifestants à Anvers contre le nucléaire

● «Gravelines,
non, non, non !»

Samedi matin, à Neuport, station balnéaire belge à vingt kilomètres de la frontière franco-belge, s'est déroulée une manifestation antinucléaire regroupant environ quatre cents personnes. Il s'agissait de protester contre la centrale nucléaire de Gravelines (Nord). Après une prise de parole où un représentant du Comité antipollution de Dunkerque (CAP), dans une courte allocution indiqua qu'après «l'Europe des capitalistes qui se fortifie, il fallait construire l'Europe des luttes», les manifestants défilèrent pendant près d'une heure dans les rues de la ville. Manifestation joyeuse et combative où l'on pouvait entendre notamment : «Mer du Nord, oui ! mer de la Mort, non !», «Gravelines, non, non, non !». Quelques drapeaux noirs (signe de protestation) étaient accrochés aux fenêtres, dont celles d'un lycée catholique. La dizaine de manifestants dunkerquois en route vers Neuport ont été suivis par deux motards jusqu'à la frontière. Et pour ne pas être en reste, alors que la manifestation se disloquait, la «brigade de recherches» belge contrôla l'identité du représentant du CAP qui avait pris la parole «sans l'autorisation du ministre de l'Intérieur belge». L'après-midi rendez-vous était donné à Doel près d'Anvers pour la poursuite de la journée de protestation antinucléaire.

Corr. Dunkerque

«Pourquoi nous sommes contre
la centrale nucléaire de Cattenom»

Position du syndicat des mineurs CFDT de Lorraine

Le syndicat des mineurs CFDT s'oppose à la construction de la centrale nucléaire de Cattenom. Cela au titre de la position générale de la confédération CFDT qui rejette le programme nucléaire défini par le gouvernement en 1974 parce qu'il met en cause la sécurité des travailleurs et des populations et qu'il est le résultat d'une politique énergétique désastreuse. Celle «qui a conduit tout d'abord à choisir le tout-pétrole et actuellement conduit au tout-nucléaire, tout-électrique et à toucher de plein fouet la production charbonnière». Il précise que le maintien et le développement de la production de charbon, richesse de notre région, devrait être un élément important dans les choix énergétiques.

Un responsable des mineurs de Lorraine CFDT nous déclare : «Quand on pense qu'à 50 km à peine

de Cattenom il existe un bassin houiller important, qu'aujourd'hui même, à la faveur des prix mondiaux du charbon, nettement sous-évalués, EDF fait tourner ses centrales électriques avec du charbon importé. Par exemple, la centrale de La Maxe (près de Metz) tourne avec du charbon d'Afrique du Sud ! Après la scandaleuse fermeture de Faulquemont en 1974, les Houillères continuent de fermer les mines qui produisent du charbon-vapeur, celui qui alimente les centrales électriques. Aujourd'hui, la Lorraine est déjà excédentaire pour la production d'électricité et ils veulent construire Cattenom, ce qui doublerait la production électrique de la Lorraine ! La construction de la centrale de Cattenom ce serait la fermeture pure et simple du puits de La Houve, ce serait aussi une menace contre la centrale électrique HBL de Carlin

(qui utilise les sous-produits de la mine-NDLR) qui n'assurerait plus que les a-coups de la production électrique. Du charbon, techniquement et économiquement exploitable dans les conditions actuelles, il en existe pour jusqu'au-delà de l'an 2000. Aujourd'hui, les recherches ont cessé, alors que par exemple, on sait que le bassin houiller de Lorraine s'étend jusque dans la région de Pont-à-Mousson. Rien n'a été fait dans ce sens depuis 1960».

Dans un tract diffusé le 17 mai aux journées régionales sur l'emploi à Metz, le syndicat des mineurs s'élève vivement contre les déclarations cyniques que Giscard avaient faites à Pierrelate : «Parlant des dangers, de la pénibilité du travail de la mine, disant entre autre, que les centrales nucléaires sont plus propres et beaucoup moins

dangereuses (ce qui reste encore à prouver), ces hypocrites oublient, ou font mine d'oublier, que c'est l'Etat-patron (c'est-à-dire eux) qui est responsable de la situation d'insécurité qui est faite aux mineurs». Ce que met en avant la CFDT-mineurs aujourd'hui, notamment à travers les actions menées depuis novembre 1978, ce sont l'exigence des 35 heures, cela sans perte de salaire, bien sûr, et la 5^e semaine de congés payés. Le syndicat demande que «le débat sur notre politique soit posé sur la place publique, afin que la population de ce pays, avec les travailleurs, puissent décider en toute connaissance de cause de la politique énergétique et demande à ce que la construction des centrales nucléaires soit stoppée et qu'il y ait un moratoire de trois ans».

Corr. LORRAINE

abonnez-
VOUSabonnez
vos amisLA CARTE D'ABONNE AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml
- Pékin information
- La Chine en construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme

et à un livre ou un disque au choix (pour chaque réabonnement, un cadeau supplémentaire au choix)

PARMI LES LIVRES

- LE TOME V DE MAO TSE TOUNG

ou

- La France de 68 (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- Kuo Mo Jo : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- Adieu camarades (Roger Pannequin)
- Argentine : Révolution et contre révolution (F. Gèze/A. Labrousse)
- Salaire aux pièces (Miklos Harastzi)
- Ecoles rurales, quel avenir (Collectif «école formation» de Grenoble)
- Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronucléaire danger (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire).

PARMI LES DISQUES

- L'homme qui regarde son pays d'exil (Higinio Mena, chants argentins)
- Chants anti-nucléaires (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et Argentine Solidarité (COBAS)
- Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie (Hedi Guella)
- Ils se meurent nos oiseaux (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée noire).

Nom (en capitales).....

Prénom.....

Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F Abonnement de soutien 600 F ... F Mode de versement : - en une fois - en trois fois Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 668 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, plus 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Procès en appel des otages du 23 mars

LA VOLONTE DU POUVOIR DE FAIRE DES EXEMPLES

Peines confirmées ou légèrement diminuées

De notre envoyé spécial au procès

La veille du procès en appel des inculpés, une confrontation avait réduit à néant le rapport du brigadier Kayser, qui était à l'origine de cinq inculpations. Cela avait été possible parce que le rapport de police accusait, outre Fouqueray, Duval et Moser, deux mineurs, et que la procédure ne permet pas de juger deux mineurs en flagrant délit. Pour ces deux-là, il y a donc eu instruction et confrontation. Avec des résultats édifiants : Kayser était contraint de reconnaître que son rapport résultait d'une certaine « confusion », qu'il avait été rédigé au fur et à mesure des renseignements que lui fournissaient ses hommes. Un tel aveu aurait dû rendre caduques toutes les charges retenues contre les trois autres accusés, Fouqueray, Moser et Duval. N'y avait-il pas lieu de s'interroger à partir de ce cas sur la validité des autres témoignages policiers dans cette affaire. Ils n'auront pourtant pas été mis en doute.

Première fournée : André Tulet, 20 ans, agent administratif, fils d'un gardien de la paix, condamné une première fois à 15 mois de prison dont 7 ferme et Laurent Poey, surveillant d'externat au chômage. Ils sont accusés, l'un d'avoir lancé un caillou en direction des forces de l'ordre, l'autre d'avoir lancé une bille avec une fronde dans leur direction. Poey avait été condamné à 2 ans de prison dont 1 an ferme. Maître Leclerc plaide : ce n'est « pas pour les faits eux-mêmes » qu'ils sont jugés. Il ramène les faits à leurs justes proportions : pour un caillou ou pour une bille, qui n'ont atteint personne, et en tout cas causé aucune blessure, les peines prononcées sont scandaleusement lourdes.

Il rappelle la panique qui peut gagner un manifestant lorsque les gaz lacrymogènes fusent, que la police charge. S'adressant à la Cour, il lance : « Vous avez pu vous en rendre compte, si vous avez participé à une manifestation ! » Que n'a-t-il pas dit là !

L'avocat général se dresse : « Non, je n'ai jamais participé à une manifestation », en appelle à sa jeunesse studieuse, et ajoute : « Je n'ai jamais eu de temps à perdre ». Monsieur l'avocat général a donné son avis : manifestant, c'est perdre son temps. Et il réclame la confirmation des peines, en affirmant, sous les murmures de l'assistance : « C'est un peuple tout entier qui se dresse avec moi ».

L'AFFAIRE KAYSER

On passe aux cas Duval, Fouqueray et Moser. Duval est accusé d'avoir lancé un cocktail Molotov contre une banque, dont le nom a varié et d'avoir lancé des projectiles sur le service d'ordre. Il avait été relaxé pour l'affaire du cocktail Molotov, et pour le reste, condamné à 3 ans de prison, dont 15 mois avec sursis. Fouqueray est accusé d'avoir lancé des pierres sur le service d'ordre : il nie les faits ; il avait avoué au début de l'affaire, parce

qu'il avait été frappé. Il avait écopé de 2 ans de prison, dont un ferme. Moser était venu près des cars de police prendre des nouvelles d'un de ses camarades interpellés : c'est à ce moment qu'il a été arrêté. Il est accusé d'avoir fait partie du groupe qui a cassé la vitrine du magasin Lancel. Il avait été condamné à 15 mois de prison, dont 7 avec sursis.

Sur cette affaire, une révélation est venue apporter de l'eau au moulin de la défense. Le rapport de police du brigadier Kayser, déjà truffé de contradictions et d'invéraisemblances, a été reconnu erroné par son auteur lui-même, lors d'une confrontation menée la veille avec les deux mineurs inculpés pour la même affaire, mais jugés séparément (ceux-ci,

contre l'avis du Parquet, ont été remis en liberté). Maître Jean-Denis Bredin a beau jeu de souligner que les contradictions fourmillent, y compris dans les témoignages qu'ont fait les policiers à l'audience. Les 5 accusés (Fouqueray, Duval et Moser et les deux mineurs) auraient fait partie d'un même groupe, qui aurait opéré pendant deux heures de suite. Or, pour plusieurs d'entre eux, des témoignages soulignent qu'il était impossible qu'ils soient là à l'heure où les policiers placent le début de leurs exactions. Selon un policier, Duval portait un foulard mauve. Selon un autre, ce foulard était porté non par Duval, mais par un des membres de la bande dont il était supposé être le chef. Un policier fait état d'un engin lancé par Duval, mais ne s'en souvient plus à l'audience. Le rapport faisait état d'un cocktail lancé contre la banque ottomane, et qui aurait provoqué un début d'incendie et l'intervention des pompiers. La banque ottomane n'a pas été attaquée, c'est la banque Sudaméris. Les pompiers, ainsi qu'un employé de la banque Sudaméris certifie que l'engin n'a pas provoqué de début d'incendie.

re de fer : il aurait lâché cette barre, qui aurait ensuite été amenée par les policiers à l'intérieur du car. Seuls témoignages : ceux des policiers. D'autres témoins, il y en a eu, les gens embarqués avec lui dans le car. Mais dans le cas de l'audience de flagrant délit, l'avocat n'avait pas eu le temps de les rechercher. A présent, il les a retrouvés. Il demande donc un complément d'information pour qu'on puisse entendre ces témoignages. Refusé.

Dernier cas, Marin, ouvrier au chômage de Longwy, condamné à 10 mois dont 6 avec sursis pour avoir lancé des pierres avec une fronde sur le service d'ordre. Ses avocats rappellent les provocations du 23 mars : lors d'une charge des CRS contre des « autonomes », Marin a lancé une pierre. Contre qui ? Contre la police, contre les provocateurs ? Ses avocats rappellent l'atmosphère très tendue qui régnait à ce moment, et invoquent le fait qu'il s'agit d'une réaction de défense. L'avocat général, imperturbable, requiert une aggravation de la peine.

A 21 heures, la séance est suspendue. La salle se vide. Plus tard, on apprend que la police refuse de laisser entrer dans la salle les journalistes et les avocats qui l'ont quittée pendant la suspension. Un cas de cassation. La Cour rend ses arrêts : Tulet : 15 mois dont 10 avec sursis (extension de 2 mois du sursis), Poey : 18 mois dont 12 avec sursis (6 mois ferme de moins). Duval voit confirmer sa relaxe pour l'affaire du cocktail Molotov, mais il est toujours reconnu coupable de violences à agents et d'infraction à la loi anti-casseur : 3 ans dont 2 avec sursis (9 mois de plus sont couverts par le sursis). Fouqueray : 18 mois dont 12 avec sursis (6 mois ferme de moins). Moser : 15 mois dont 9 avec sursis (peine confirmée). La demande de mise en liberté de Le Gall est rejetée.

Voilà, la « justice » est passée. Qu'on ne s'y trompe pas : même si les peines sont légèrement diminuées, le tribunal a confirmé les chefs d'accusation, même après la révélation de la déconfiture du brigadier Kayser. Une fois de plus, a été nettement mise en lumière la volonté du pouvoir de faire des exemples, en frappant lourdement des gens pris au hasard, ou dont la culpabilité n'est pas prouvée.

François NOLET



Arrestation le 23 mars après le sac du magasin Lancel : un casseur ou un otage ?

● Les fêtes de la majorité

C'est le parc de Bagatelle que Chirac avait choisi pour tenir « une manifestation gigantesque » de soutien à sa liste. C'est bien une fête colossale qu'il fallait pour regonfler les compagnons du RPR refroidis par les récents sondages. 26 000 casse-coûtes, 100 000 bouteilles de bière, 1 tonne de merguez et 13 000 pots de fleurs tricolores. Maurice Schumann a été un des premiers à tenir le micro et Mort Schumann un des derniers. Sans doute pour distraire les badauds, on avait invité Druon et Dutoud. Mais c'est avec sérieux que les chiraquiens lâchèrent 10 000 ballons tricolores en affirmant qu'ils étaient du « bon côté de Dieu ».

A Courbevoie, les jeunes giscardiens d'« Autrement » avaient placé en tête d'affiche Simone Veil et Raymond Barre. Mélangeant facilement la politique et le disco, les jeunes d'« Autrement », n'ont pas non plus lésiné sur les moyens : un groupe électrogène de 150 000 watts alimentait un faisceau de laser. Voilà qui aura donné à Barre l'occasion de briller sur l'Europe.

● Marchais met de l'eau dans son vin

Jeudi soir, lors d'un meeting à Paris, Marchais, répondant à la mise en demeure du PS de cesser la « campagne antisocialiste » et les « attaques personnel-

les », a déclaré : « Nous n'avons aucun goût pour la polémique stérile, nous repoussons l'invective, l'attaque personnelle, l'insulte ». Une manière de proposer un pacte de non-agression en affirmant qu'on n'en n'a jamais fait. Cela n'a pas empêché le secrétaire général du PCF de rappeler que « Mitterrand et ses amis tentent abusivement de relancer... contre nous une campagne anticommuniste ». Il faut dire que Mitterrand avait déclaré : « Je n'ai jamais vu qu'un seul homme politique s'effondre et c'était à propos de son travail en Allemagne ».

● Europe Ecologie dénonce une nouvelle manipulation électorale

Ce vendredi, à l'occasion d'une conférence de presse, Europe-Ecologie a protesté contre la modification du code des élections européennes décidée en dernière minute par le ministre de l'Intérieur.

Selon cette décision, il ne serait plus nécessaire de fournir autant de bulletins de vote qu'il y a d'électeurs. Les écologistes qui ont dû pour imprimer leurs bulletins, renoncer à s'offrir des circulaires de propagande, se sont à juste titre scandalisés. Rien que pour leur liste, le gâchis s'élève à un million de centimes. Le PSU a ainsi dénoncé ce mauvais coup contre les petites listes.

L'avocat général, devant l'inconsistance du dossier, déclare qu'il ne s'oppose pas à ce que la Cour entende le brigadier Kayser et ses quatre hommes. Un vent d'espoir souffle sur l'assistance. La Cour se retire pour délibérer. Quelques minutes après, elle revient : « Monsieur l'avocat général, vous avez la parole pour vos réquisitions ». La cause est entendue, on ne verra pas les policiers. Dès lors, l'avocat n'a plus aucun doute : certes, il déclare rejeter le rapport de Kayser (c'est bien le moins), mais il déclare valables, nets et précis les témoignages des policiers « faits sous la foi du serment ».

REFUS D'ENTENDRE DES TEMOINS

On arrive au cas de Marc Bourdon, soudeur itinéraire, accusé d'avoir frappé des policiers avec une barre de fer, et condamné pour cela à 18 mois ferme. Il a tout ce qu'il faut pour déplaire à un tribunal : il n'a pas de brillants diplômes, il est ouvrier, et il a un casier judiciaire. Sans grand rapport, il est vrai : une condamnation à un an de prison pour des chèques sans provision de 300 F. Et, comme le souligne son avocat, les médias n'ont pas pris feu pour lui. Les policiers l'accusent de les avoir frappés avec une bar-

AFGHANISTAN

Une authentique lutte pour l'indépendance nationale

INTERVIEW D'UN MILITANT DE L'UNION DES ÉTUDIANTS AFGHANS EN RFA
Propos recueillis par Robert MILCAT

Après avoir tenté d'étendre sa domination sur l'Afghanistan à travers le régime de Daoud depuis 1973, l'URSS développe une intervention directe dans ce pays depuis le coup d'Etat d'avril 1978. En effet, la venue au pouvoir d'un parti étroitement lié à Moscou et implanté dans l'armée afghane a rapidement provoqué un important mouvement de rébellion dans le pays.

A ce mouvement participaient des tribus montagnardes traditionnellement hostiles au pouvoir central. Des organisations religieuses, de leur côté, appelaient à lutter contre le régime de Taraki. Cependant, le soulèvement s'est progressivement étendu dans toutes les provinces du pays, alors que des milliers de conseillers soviétiques prenaient en main l'armée et de nombreux secteurs de l'appareil d'Etat. Il y a quelques semaines, la prise d'otages à l'ambassade des USA de Kaboul devait montrer l'importance de l'emprise soviétique : en effet, c'étaient des conseillers soviétiques qui dirigeaient les policiers afghans pour la prise d'assaut de l'ambassade (à la suite de laquelle l'ambassadeur américain fut tué...).

Le mouvement populaire en Afghanistan a été présenté en général comme une «rébellion musulmane». Cette définition a l'inconvénient de le réduire à une sorte d'affrontement idéologique entre un régime qui serait «marxiste» et des «réactionnaires» religieux. En fait, si on se réfère à la réalité de l'occupation soviétique et aux traditions de lutte antiimpérialistes du peuple afghan, on observe que la guerre qui se développe actuellement revêt, et de plus en plus, les caractéristiques d'une lutte pour l'indépendance nationale.

Nous avons eu un entretien sur la situation actuelle avec un membre de l'Union des Etudiants Afghans en Allemagne, qui contribue à éclairer plusieurs aspects de cette lutte.

«Rébellion musulmane», «révolte des minorités», les informations que nous avons sur le mouvement qui se développe en Afghanistan sont très floues. D'après toi, comment peut-on caractériser ce mouvement de lutte contre le régime de Taraki et l'URSS ?

Etant donné que les Russes et Taraki se réclament du marxisme, les journalistes occidentaux ont tendance à expliquer le mouvement par une réaction religieuse anticommuniste. Mais ce qui est important avant tout, c'est la volonté de défendre l'indépendance nationale : il ne faut pas oublier qu'aux XVIII^e et XIX^e siècles les Russes s'étaient déjà attaqués à l'indépendance de l'Afghanistan. Depuis une vingtaine d'années, l'URSS a repris cette politique et c'est pourquoi le peuple déteste les Russes, alors qu'il a beaucoup d'admiration pour les Chinois qui ont travaillé dans le pays. Pourtant les deux pays sont considérés comme «communistes».

Un mouvement religieux ? Aujourd'hui, une grande partie de la population échappe au pouvoir de Taraki. Il ne faut pas oublier que l'Afghanistan est un pays musulman à 98 %, alors bien sûr, la majorité du mouvement est inspirée par des idées musulmanes. Mais il n'est pas vrai qu'il s'agit d'un mouvement avant tout religieux. La lutte a un caractère largement spontané.

Par ailleurs, en ce qui concerne les organisations religieuses qui se développent, elles n'ont pas toutes le même caractère. Certaines sont vraiment réactionnaires et anticommunistes. Mais d'autres acceptent de

coopérer avec les révolutionnaires qui sont présents dans la lutte contre la domination du social-impérialisme. Aujourd'hui, les intérêts des révolutionnaires coïncident avec ceux des organisations religieuses démocratiques. Aujourd'hui, la contradiction principale est entre l'intérêt des masses populaires et la domination social-impérialiste. Il y a une certaine parenté entre le mouvement religieux dans mon pays et le mouvement islamique en Iran dans la période de la lutte contre le régime du Shah et l'impérialisme US. Ce mouvement a joué un rôle positif dans la lutte antifasciste et anti-impérialiste.

Tu parles des révolutionnaires. Peux-tu apporter des précisions ?

Oui. Dès les années 60, les marxistes-léninistes se sont organisés en rupture avec le parti révisionniste pro-soviétique qui venait d'être fondé. Il s'agissait d'un courant «Pour la démocratie nouvelle» dans lequel plusieurs organisations s'étaient rassemblées. Ce courant s'est très vite développé et a joué un rôle important dans plusieurs mouvements populaires. D'ailleurs, une des causes du coup d'Etat de Daoud en 1973 était de prendre de vitesse le mouvement populaire pour renverser l'ancien régime en faillite. Daoud voulait empêcher le développement d'un véritable processus révolutionnaire.

Cependant, le mouvement marxiste-léniniste était limité aux grandes villes, ce qui constituait une erreur, dans un pays aussi largement agraire. Aujourd'hui, les marxistes-léninistes participent à la lutte pour l'indépen-

dance nationale. Je sais qu'il y a plusieurs organisations, toutes clandestines à cause de la répression.

Comment peut-on expliquer l'importance du mouvement et son développement aussi rapide en un an ?

Aujourd'hui, en effet, dans la quasi-totalité des provinces afghanes, il y a des luttes très souvent spontanées. Taraki tente d'écraser ces mouvements avec une brutalité incroyable : il bombarde des villages, des villes entières. Une des causes du développement très rapide du mouvement, c'est précisément la brutalité de la répression exercée par le régime de Taraki. Il y a des tribus entières qui se sont soulevées contre le régime, par exemple la plupart des grandes tribus pachtones, les Pachtons étant l'ethnie dominante en Afghanistan.

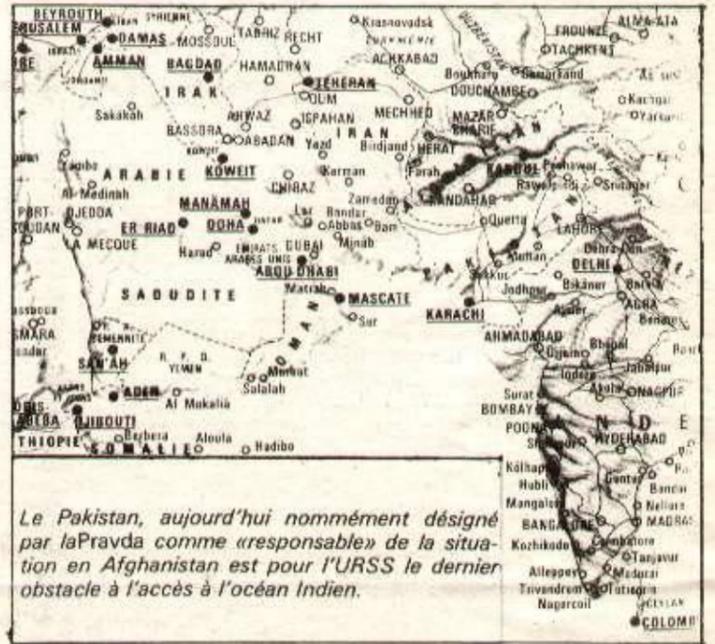
D'autre part, il faut préciser que l'équipe au pouvoir, essentiellement implantée dans l'appareil de l'Etat et parmi les cadres de l'armée, est incapable de mettre en œuvre des changements sociaux qui lui attirent un soutien des masses. Taraki est incapable de mener à bien la réforme agraire qu'il a prétendu lancer. Il s'agit de mesures autoritaires, ni expliquées, ni, encore moins, décidées par les paysans et que ceux-ci n'acceptent pas.

A l'étranger, le régime de Taraki n'a aucun soutien des Afghans. La grande majorité des étudiants et des intellectuels sont dans des organisations de l'opposition.

Le régime s'est lui-même affaibli. En un an, il y a eu plusieurs purges successives : d'abord, l'élimination de ceux qui avaient réalisé le coup d'Etat d'avril 78. Les règlements de compte ont touché même des officiers formés en Union Soviétique.

Il faut préciser que dans le pays Taraki ne possède aucune base sociale véritable. A l'ancienne classe dirigeante des féodaux ne s'est pas substituée une classe dirigeante bourgeoise. Le secteur privé est peu développé, alors qu'un secteur d'Etat s'est étendu sur la base de l'aide soviétique. La base du régime, c'est essentiellement un parti de quelques milliers de membres, et l'armée. Et encore, l'armée est loin d'être sûre. Depuis le coup d'Etat, Taraki a dû réorganiser l'armée à plusieurs reprises. Et aujourd'hui, il n'y a aucun domaine de l'armée qui échappe au contrôle des conseillers soviétiques.

Mais l'armée, à part les officiers, est constituée d'appelés, ce qui explique qu'elle est impossible à contrôler de façon sûre. Par exemple, ces derniers mois, des garnisons entières se sont révoltées, liquidant les offi-



Le Pakistan, aujourd'hui nommé désigné par la Pravda comme «responsable» de la situation en Afghanistan est pour l'URSS le dernier obstacle à l'accès à l'océan Indien.

ciers et les conseillers soviétiques, passant à la rébellion avec leurs armes et leurs équipements. De tels événements expliquent aussi le développement du mouvement et l'affaiblissement constant du régime.

Comment l'URSS et Taraki peuvent-ils tenter de sortir de cette impasse ?

Actuellement, l'URSS n'a pas d'équipe de rechange. En effet, Taraki a mis en prison les militants de l'autre fraction révisionniste, le parti Parcham, car il craignait que l'URSS ne puisse les jouer contre lui. Cette fraction était pro-soviétique au point qu'elle allait jusqu'à prôner un rattachement direct à l'URSS ! En fait, la seule solution pour Taraki, c'est de demander à l'URSS de s'engager à fond. En

USA de soutenir le mouvement. En fait, la rébellion bénéficie-t-elle selon toi d'une aide extérieure ?

Les éléments que je viens de donner montrent que, pour se développer, le mouvement de lutte pour l'indépendance nationale n'a pas besoin d'aide extérieure. Je ne pense pas qu'il y ait d'aide du Pakistan. En ce qui concerne l'Iran, il y a, bien sûr, une solidarité, étant donné la parenté des deux mouvements religieux, mais je ne pense pas qu'il y ait un soutien direct, car l'Iran a trop de problèmes intérieurs.

Par contre, étant donnée la menace directe que représente l'intervention soviétique, dans la région, pour l'Océan Indien, il est vrai que les pays pétroliers du Golfe aident les mouvements

GRAVES MENACES SOVIÉTIQUES CONTRE LE PAKISTAN

La Pravda du 1^{er} juin vient de s'en prendre violemment au Pakistan qu'elle accuse d'être responsable de la rébellion en Afghanistan. Cette façon de nier le caractère national afghan de la résistance populaire qui se développe en Afghanistan tend à justifier la présence de plus en plus massive des «conseillers» soviétiques dans ce pays et leur participation directe au combat mais, aussi à préparer l'opinion publique à une possible agression contre le Pakistan.

Parlant des combats en Afghanistan, La Pravda écrit ainsi : «Il s'agit en effet d'un conflit à proximité de nos frontières et, en fait, d'une agression contre un Etat avec lequel l'URSS a une frontière commune». Les responsables soviétiques ne manquent pas de souffler pour inverser ainsi le vrai et le faux et tenter de camoufler leur agression caractérisée en Afghanistan. Par de tels propos, ils montrent leur volonté de faire jouer à plein le traité d'alliance qu'ils ont imposé à l'Afghanistan en décembre dernier.

Selon ce traité cité à profusion, chaque jour, par la presse soviétique, il est prévu notamment un «renforcement de la coopération militaire» et la mise en œuvre «en commun des mesures propres à assurer la sécurité, l'indépendance et l'intégrité territoriale». Si, au nom de l'application de ce traité, l'URSS agressait le Pakistan, elle franchirait un nouveau pas, très grave, dans sa stratégie de «descente vers le Sud», puisque le Pakistan indépendant est, après l'Afghanistan, le seul pays qui la sépare de l'Océan Indien.

Mais, les déclarations de la Pravda sont aussi une reconnaissance de facto de la vigueur de la résistance afghane à la politique soviétique. Si Moscou agresse le Pakistan, nul doute qu'il aura affaire, dans la région, à une résistance encore accrue.

ce moment, le social-impérialisme joue quitte ou double. Je pense qu'en voulant tout gagner, il va tout perdre.

Il ne faut pas oublier quel est son objectif stratégique : gagner l'accès à l'Océan Indien. Si l'on se souvient que l'Afghanistan a des revendications sur deux provinces du Pakistan dont la population est pachtone, il suffirait à l'URSS de soutenir ces revendications pour démembrer le Pakistan et réaliser son but stratégique : avoir un accès direct à l'Océan Indien et compléter le dispositif d'encerclement que le social-impérialisme met en place de l'Asie du Sud-Est à l'Afrique.

Le régime Taraki ne cesse d'accuser pêle-mêle le Pakistan, la Chine, les

religieux, car ils estiment que la lutte du peuple afghan constitue une contribution à la défense de leur indépendance.

En fait, la propagande sur l'aide extérieure à la rébellion constitue une tentative pour calomnier les révoltes populaires et justifier l'intervention soviétique. Récemment, d'après les informations que nous avons, le pouvoir a tenté d'organiser à Kaboul des meetings contre l'Iran et contre la Chine, ainsi que des réunions de soutien au Vietnam. Mais, même en y faisant participer de force les écoliers et les fonctionnaires, il n'a pu rassembler que quelques centaines de personnes. Ce n'est pas ainsi que le régime pourra trouver le soutien populaire qu'il n'a jamais eu.

Aspects de la crise italienne

DE L'ÉROSION DU PCI AU «PHÉNOMÈNE» RADICAL

L'Europe aura été une des grandes absentes de la campagne électorale italienne. Sans doute, une des raisons en est que les contradictions sur cette question entre les grandes formations politiques italiennes sont assez limitées. Ainsi, le PCI, par exemple, divergeant nettement en cela avec le PCF, s'est déclaré nettement favorable à la construction européenne et même à l'extension des pouvoirs du Parlement européen.

Une des rares occasions d'évoquer l'Europe, au cours de la campagne italienne, aura sans doute été la référence à l'«euro-communisme», à travers les invitations adressées à Marchais et Santiago Carillo. Il n'est sans doute pas fortuit que le secrétaire général du PCF n'ait eu droit qu'à un meeting à Milan, en cours de campagne, tandis que le secrétaire général du PCE avait les «honneurs» du meeting de clôture à Rome. Par ses positions sur l'Europe, l'affirmation d'un visage «social-démocrate», le PCE a pu apparaître plus nettement démarqué de Moscou que les autres partis. Or, le PCI a besoin d'apparaître sous le visage de «l'ouverture» aux réalités italiennes, et de l'autonomie d'action par rapport à l'URSS, alors même qu'un des «arguments» mis en avant par le secrétaire général de la DC, Zaccagnini, pour maintenir son refus d'une participation PCI au gouvernement, est : les implications interna-

tionales que cette accession pourrait avoir. «L'Italie, affirme Zaccagnini, n'aurait plus de place viable en Europe, avec des ministres communistes». La DC peut s'appuyer pour cela sur la succession des visites de Berlinguer à Moscou, ces deux dernières années et au cours desquelles s'est exprimée une unité de vues sur des questions fondamentales comme le soutien à la politique soviétique dite de «détente» et de «coopération» en Europe.

Au-delà de cette donnée, la DC qui, malgré sa propre usure, conserve le contrôle de l'État, estime avant tout que le PCI peut jouer son rôle de frein aux luttes de la classe ouvrière sans être pour cela dans le gouvernement. La DC qui a obtenu la caution du PCI de juin 1976 (élections législatives précédentes), à début 1978, sous la forme de l'abstention du PCI («non-défiance») puis, de mars 78 à début 79, sous la forme de la participation de celui-ci à la majorité gouvernementale, estime, du moins certains de ses dirigeants, qu'il lui sera difficile de gouverner sans une attitude bienveillante du PCI. Mais celui-ci, placé face à ses propres contradictions internes, renforcées par sa politique des deux années précédentes, aura du mal à l'assumer, face à la méfiance croissante des masses.

La plus grande certitude est que ces élections ne régleront pas l'impasse politique actuelle, sur le fond de crise profonde que vit l'Italie.

CEUX QUI SE PRESENTENT A GAUCHE DU PCI

Au-delà des trois principaux partis, la démocratie-chrétienne, le PCI et le PSI, d'autres forces politiques peuvent peser d'un poids non négligeable à l'issue du scrutin de dimanche-lundi. Ainsi, en est-il du Parti radical.

LE «PHÉNOMÈNE» RADICAL

Ce parti est crédité de 3 à 5 % des voix par les pronostics, et son nombre de députés qui est de quatre, pourrait passer, selon les prévisions faites en Italie, à douze ou quinze députés.

Le parti radical, qui n'a, bien entendu, rien à voir avec les radicaux de chez nous, ne se présente pas avec un programme précis mais il a à son actif l'initiative ou la participation à plusieurs batailles sociales ou politiques d'importance, au cours des dernières années.

C'est ainsi qu'il a joué un rôle déterminant dans les campagnes passées pour le droit au divorce et le droit à l'avortement, et qu'il a pris une part importante dans les luttes concernant le nucléaire, l'écologie, etc. Il a été aussi un des initiateurs des référendums qui ont un peu bousculé l'ordre politique italien habituel. Il faut en Italie, qu'une pétition demandant la tenue d'un référendum sur une question donnée, recueille 600 000 signatures pour que le référendum soit organisé. C'est une pétition de ce genre, lancée en 1977, par le Parti radical, avec Lotta Continua et le MLS, qui a abouti à la mi-juin 1978, à la tenue d'un référendum sur le financement des partis et la loi d'ordre public, que ni le PCI, ni la DC n'ont pu empêcher. 7 millions d'électeurs, soit un quart de l'électorat, se prononcèrent contre ces lois, à l'appel de l'extrême-gauche.

Le Parti radical s'est distingué aussi par ses formes originales d'intervention au Parlement italien. Ainsi, ses quatre députés, en s'inscrivant à tour de rôle, et de façon ininterrompue, dans les débats, sont parvenus à plusieurs reprises à bloquer des séances parlementaires où le PCI et la DC voulaient éviter le débat, faire passer rapidement des projets de loi ayant trait à l'austérité ou à l'ordre public et sur lesquels ils étaient d'accord, au nom de la politique d'«union nationale».

Si le parti radical a pu acquérir un certain prestige, c'est qu'il s'est présenté — et c'est là l'essentiel du phénomène qu'il repré-

sente — comme une des rares forces politiques — et quasiment la seule de celles représentées au Parlement — qui mettait en cause le «compromis historique», et l'unanimité des partis réalisée depuis 1976, aux dépens des masses et de leurs revendications.

Ainsi s'explique que nombre de jeunes intellectuels, voire certains éléments de la classe ouvrière, confrontés à l'absence de perspectives du côté des grands partis, écœurés par leurs manœuvres et leurs rapports semblables à la politique et aux masses (corruption, clientélisme, etc.) se soient tournés plus particulièrement — ces derniers mois vers le parti radical.

LEONARDO SCIASCIA SUR LES LISTES RADICALES

Sur les listes présentées dimanche-lundi, par le parti radical, figurent des hommes comme Mimmo Pinto, déjà élu en juin 1976, «député des chômeurs organisés» de Naples. D'autres candidats des listes radicales bénéficient d'une popularité nationale indéniable. Parmi eux, le grand écrivain sicilien, Leonardo Sciascia est devenu un symbole du refus de la politique de «compromis historique» du PCI.

Proche du PCI durant une période, élu sur ses listes en 1976 au conseil municipal de Palerme, il a démissionné de cette fonction dix-huit mois plus tard, reprochant au PCI de renoncer à toute politique d'opposition. Il estime que seuls le manque d'audace et d'imagination de la démocratie-chrétienne ont pu, un temps, faire illusion — par comparaison — sur les réformes que pourrait apporter le PCI. Non sans clairvoyance, il a décrit l'impasse inévitable dans laquelle s'était engagé le PCI et son recul prévisible à terme. Il a comparé Moro — pour la mort duquel il avait dénoncé avec force la responsabilité de la classe politique italienne tout entière, et qui avait été le principal artisan, au sein de la DC, de l'«ouverture» au PCI — au général russe Koutouzov qui combattit Napoléon. «Koutouzov, raconte Sciascia, a préféré livrer à Napoléon des espaces immenses du territoire russe. Il lui a «offert» un bon tiers du pays, mais c'était une ruse, une ruse assez géniale car Napoléon s'est embourbé dans un pays qu'il croyait conquérir. Eh bien, Moro était en train de faire la même chose avec le PCI. Il faisait semblant de lui abandonner des pans entiers

de la société civile et de l'État, alors que, en fait, il le ligotait».

Ce jugement personnel de Sciascia, qui considère par ailleurs que les «Brigades rouges» et le PCI ont tous deux une fonction complémentaire et qu'ils se nourrissent l'un de l'autre, témoigne de l'impasse politique en Italie.

Certains reprochent au Parti radical de faire une campagne démagogique, y compris pour recueillir des voix de droite. Toutefois son passé «original», son caractère contestataire, plus que son programme flou, incapable d'une réponse appropriée aux problèmes d'ensemble de la société italienne, peuvent lui attirer dans ces élections les sympathies d'une fraction de l'électorat du PCI. C'est ce que craignent Berlinguer, et ses amis pour qui une perte même limitée à quelques % peut peser lourd dans l'évolution, en leur défaveur, du rapport de forces avec la DC. C'est ce qui explique les attaques virulentes de l'Unità contre le parti radical ces derniers jours.

À l'extrême-gauche, les listes candidates sont notamment celles de :

«DEMOCRAZIA PROLETARIA»

(Démocratie prolétarienne)

qui avait déjà deux députés, se présente cette fois sous le sigle de «Nuova sinistra unita» («Nouvelle gauche unie»), ceci en alliance avec d'autres forces qui occupent sur ces listes une place plus limitée que «DP». Par exemple, des militants du «mouvement des chômeurs organisés» de Naples, tel Peppe Morrone, dont nous avons commencé à publier, dans notre dernière édition, le témoignage sur son expérience de lutte contre le chômage. Des militants de «Lotta Continua» — aujourd'hui, semble-il assez profondément divisée — ont rallié pour ces élections la «Nouvelle gauche unie».

«Democrazia Proletaria» estime, aujourd'hui, qu'avec la participation du PCI à la majorité gouvernementale, il n'y a plus de place pour une opposition politique en Italie, que cette participation a usé, ruiné les chances d'une telle opposition. D'où la position selon laquelle il faut se replier sur les «luttes sociales», les développer, renforcer les comités où ils existent, pour les animer. Cette position, en contradiction avec la politique de

collaboration de classes prônée par le PCI, témoigne aussi, par ses limites, des difficultés de construction d'une alternative pour les travailleurs et du danger d'un renoncement à toute lutte mettant en cause le régime lui-même.

PDUP - MLS :

Jusqu'ici, seul le PDUP, que dirige Lucio Magri était représenté au Parlement avec trois députés. PDUP et MLS espèrent obtenir ensemble 6 députés pour le prochain parlement. Leur campagne est axée avant tout sur le thème de l'opposition à la DC, de l'opposition au «compromis historique», ils réclament la fin de l'«unité nationale», politique qu'ils accusent d'avoir bloqué les luttes. Ils semblent voir dans un retour du PCI dans l'opposition (retour que le PCI n'acceptera que faute de mieux, s'il n'est pas admis dans le futur gouvernement), une possibilité de débloquent la situation.

Le MLS et surtout le PDUP seraient favorables à l'existence d'une sorte de «programme commun» de la gauche revenue dans l'opposition et de l'extrême-gauche.

PCI : une irrésistible érosion

● A la mi-mai 78, peu après l'assassinat de Moro, les élections municipales partielles, concernant 4 millions d'électeurs marquaient un recul sensible du PCI. Celui-ci passait de 35,6 % à 26,5 % des voix, au profit de la DC qui obtenait 42,5 % des suffrages et du PS italien de Bettino Craxi (passant de 9 % à 13,3 %). La défaite du PCI résultait directement de la politique suivie dans les mois précédents : une politique de défense inconditionnelle de l'État, rejetant comme «suspect», «complice des Brigades rouges», tout travailleur hostile à la collaboration de classes prônée par le PCI. Une politique marquée aussi par les pressions sur les centrales syndicales pour qu'elles adoptent (14 février 1978) et fassent accepter par les ouvriers dans de multiples assemblées d'usines (cf la tournée de Lama, le Séguy italien) un programme économique d'austérité, prévoyant entre autres une «modération de la progression des salaires», l'organisation de la mobilité de l'emploi, l'augmentation de

certaines tarifs publics. Le tout, soi-disant, dans un but d'«assainissement» de l'économie, de lutte contre l'économisme et la consommation qui ont toujours corrompu la classe ouvrière ces dernières années.

● Un mois après les municipales partielles, le référendum organisé à l'initiative de l'extrême-gauche, sur la loi de financement des partis et la loi d'ordre public mettait en cause la discipline de vote de l'électorat du PCI. Alors que l'importance du nombre de voix (43,7 %) contre la première loi soulignait la défiance à l'égard d'un État, dont les leaders ont souvent été impliqués dans de multiples affaires de corruption, le rejet par près du quart de l'électorat de la loi d'ordre soulignait la volonté de résistance aux restrictions apportées aux libertés démocratiques, sous couvert de «lutte contre le terrorisme». Alors que le PCI, comme la DC, soutenait ces deux lois, il est significatif que ce soit justement dans les plus fortes concentrations du prolétariat industriel, comme à Mi-

lan, que les «oui» à l'abrogation de ces lois avaient été les plus nombreux. Des dirigeants du PCI, commentant les résultats de ce référendum, estimèrent alors : «Ces phénomènes de désagrégation sociale, de «rage» contre la classe politique sont très forts aussi à gauche, par conséquent, il est vraisemblable qu'également une partie non négligeable de l'électorat communiste a été influencé par ce phénomène».

● Aux élections régionales de fin juin 1978, dans le Val d'Aoste et le Frioul, c'est un recul net de la DC et surtout du PCI qui sera enregistré, les électeurs s'estimant mieux représentés par des listes locales, moins dépendantes des grandes combinaisons nationales des formations impliquées dans le «compromis historique». L'échec était d'autant plus net pour le PCI que celui-ci a largement misé sur la prise de contrôle des instances régionales de l'appareil d'État comme étape vers la prise de contrôle de celui-ci.

CAMBODGE

IENG SARY : FAIRE LA PLUS LARGE UNITÉ POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE

Ieng Sary, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Kampuchéa démocratique, est arrivé à Colombo pour participer à la réunion ministérielle du mouvement des non-alignés qui doit commencer mercredi.

Dans une conférence de presse, il s'est affirmé favorable au développement d'un très large front uni de tous les Cambodgiens contre l'occupation vietnamienne. Alors que cette prise de position a été caractérisée par certains, notamment *Le Monde*, comme «un aveu de faillite», faut-il rappeler qu'il s'agit d'une politique qui a fait ses preuves dans la lutte du peuple cambodgien contre l'impérialisme américain ? Cette large union — nécessité rendue d'autant plus impérative par la situation actuelle qui met en cause l'existence même du Cambodge — s'appuie

sur une résistance acharnée des forces patriotiques qui ont tenu tête, ces dernières semaines, à une offensive massive de l'armée vietnamienne, appuyée par la technologie et la logistique soviétiques.

La constitution d'un large front uni s'appuie aussi sur le soutien des pays du Tiers-Monde et du mouvement des non-alignés qui a invité le Kampuchéa démocratique à la conférence ministérielle de Colombo. Il est particulièrement important que s'affirme ainsi la politique actuelle du Kampuchéa démocratique, alors que, sur la question de la représentation du Cambodge dans le mouvement des non-alignés, s'ouvre une bataille diplomatique capitale qui doit aboutir au sommet des non-alignés en septembre.

J.P.C.

Ieng Sary a ainsi défini la politique d'union de la résistance patriotique cambodgienne: «Notre position est

1) que toutes les forces nationales doivent s'unir contre le Vietnam 2) que le Cambodge, débarrassé du joug de Hanoi sera indépendant, uni, non-aligné et

pacifique 3) que le régime intérieur sera défini au terme d'élections supervisées par le secrétaire général des Nations-Unies. Nous acceptons un régime d'économie mixte et l'existence d'une bourgeoisie. C'est notre point de vue actuel. Nous commençons à l'appliquer».

Le dirigeant du Kampuchéa démocratique a aussi défini le rôle que pourrait jouer le prince Sihanouk en tant que «personnalité patriotique»: «Le rôle du prince dépend de lui. S'il croit vraiment que le peuple est la force principale pour la lutte contre l'envahisseur, nous pensons

que notre peuple aura confiance en lui et lui accordera peut-être l'honneur d'être à sa tête».

Le ministre des Affaires Etrangères cambodgien a également évoqué les «Khmers Serei» en parlant de «forces de l'extérieur qui se battent avec nous contre le Vietnam sur le champ de bataille». Au sujet de l'unité réalisée avec ces forces autrefois liées à l'impérialisme US, il a déclaré: «La compréhension mutuelle fait des progrès. Auparavant, il y avait du ressentiment et un esprit de vengeance à notre égard. Mais maintenant, ce qui est en question, c'est la survie de la nation».

Il a rendu hommage au rôle positif de la Thaïlande qui continue à reconnaître le gouvernement légal du Cambodge et qui a dénoncé les provocations vietnamiennes à la frontière du Cambodge et de la Thaïlande: «C'est une très bonne attitude, qui est aussi conforme à l'intérêt de la Thaïlande. Si le Cambodge devient un satellite du Vietnam, cela aura des répercussions directes sur la Thaïlande. Sur cette base, je suis convaincu que nos relations avec la Thaïlande vont se renforcer».

THAÏLANDE

LA DUPLICITE D'HANOI DENONCEE

Sur la route de la conférence ministérielle des non-alignés où il se rend également, le vice-ministre des Affaires Etrangères vietnamien Nguyen Co-Tach s'est rendu en visite en Thaïlande. Il semble en effet que le gouvernement de Hanoi veuille proposer à la Thaïlande un «traité de non-agression». A l'heure où les troupes vietnamiennes bombardent le territoire thaïlandais à la frontière cambodgienne et menacent constamment la souveraineté de ce pays, le Vietnam espère ainsi tromper le gouvernement et le peuple thaïlandais, et tenter de calmer les inquiétudes des pays de l'ASEAN. Il voudrait ainsi éviter la dénonciation de son expansionnisme en Asie du Sud-Est à la conférence

ministérielle des non-alignés.

La semaine dernière, le vice-ministre des Affaires Etrangères thaïlandais s'est déclaré hostile à la signature d'un tel traité: *Le terme «non-agression» écrit sur le papier ne signifie pas qu'il deviendra réalité: il reste à voir son intention et son action... Ce n'est pas nécessaire et nous n'avons pas l'intention de signer un tel traité. Les traités de non-agression mutuelle ne doivent pas être signés à la légère, parce qu'ils n'ont jamais été efficaces dans l'histoire. Le Vietnam avait signé avec d'autres pays des déclarations conjointes qui comportent des clauses sur la non-agression mutuelle, mais tout le monde*

sait ce qui est arrivé après»

D'autre part, le ministre japonais des Affaires Etrangères a confirmé que son gouvernement reconnaissait le gouvernement du Kampuchéa démocratique: «A la lumière de la situation actuelle, le gouvernement japonais conserve sa position selon laquelle le gouvernement de Pol Pot est le représentant du Cambodge». Il a ajouté que le gouvernement japonais refusait l'argumentation de Hanoi suivant laquelle l'intervention vietnamienne était justifiée par le traité signé avec le régime fantoche de Heng Samrin.

Il a en outre révélé que le Japon avait décidé d'accorder une aide médicale au Kampuchéa démocratique.

● Visite du Pape en Pologne

Le pape Jean-Paul II est arrivé samedi à Varsovie, où il a été reçu par le premier secrétaire du parti Gierek. Plusieurs centaines de milliers de personnes ont assisté à la messe qu'il a célébrée à Varsovie. Dimanche il s'est rendu à Gniezno, ancienne capitale de la Pologne, où l'attendait une foule d'un million de personnes. Il devait arriver lundi soir à Czestochowa, avant de gagner son ancien évêché de Cracovie. Cette visite suscite un intérêt au-delà des frontières, puisqu'à Vilnius, capitale de la Lithuanie soviétique, les églises ont connu une affluence record pour la messe de la Pentecôte.

● Mauritanie : démission

Le président mauritanien Ould Saleck a démissionné. L'armée a désigné pour lui succéder le lieutenant-colonel Mohamed Mahmoud Ould Louly, qui avait occupé les fonctions de ministre de la Fonction publique. Le lieutenant-colonel Haidala, ministre de la Défense, devient Premier ministre, en conservant ses fonctions de ministre de la Défense.

● Répression au Nicaragua

La garde nationale de Somoza a repris la ville de Rivas, après l'avoir bombardée au napalm. Elle a engagé ses chars pour tenter de venir à bout de la guérilla sandiniste, qui a lancé un appel à la grève et à l'insurrection générale. Le Costa-Rica voisin, craignant une intervention sur son territoire des troupes de Somoza, a envoyé à la frontière des renforts de membres de la garde nationale.

● Massacres de Bangui : nouvelles révélations

Quatre envoyés spéciaux de la presse française à Bangui ont confirmé, de retour en France, les assassinats d'enfants commis le 19 avril. Les victimes seraient au moins une centaine. Il se confirme que Bokassa a personnellement tué plusieurs de ces enfants. De nombreux autres témoignages font état de massacres effectués par l'empereur depuis son arrivée au pouvoir en 1966. Celui-ci prendrait une prédilection particulière à utiliser la canne qu'il exhibe dans les réunions officielles pour crever les yeux de ses victimes, avant de les faire achever.

● L'Imam de Gaza tué par le FPLP

L'Imam de Gaza, Hassan Al-Chazandar, a été poignardé vendredi, alors qu'il rentrait de la mosquée. Le chef religieux avait été le premier, après le voyage de Sadate à Jérusalem, à soutenir les tractations de l'Egypte avec Israël.

Le FPLP, qui a revendiqué cette action, a déclaré dans le communiqué qu'il s'est «engagé à combattre la conspiration de «l'autonomie» et tous ceux qui en sont partisans». Un porte-parole de l'OLP aurait déclaré à Beyrouth que cette exécution «est une leçon pour les quelques personnes des territoires occupés qui auraient été tentées par un dialogue avec Israël».

● Tito en Algérie

Sans se prononcer pour une exclusion de l'Egypte du mouvement des non-alignés, à laquelle la Yougoslavie est opposée, le communiqué commun condamne tout accord séparé au Proche-Orient. Il affirme le soutien des deux pays à l'OLP. En ce qui concerne la question du Sahara Occidental, le président Tito s'est déclaré favorable, non seulement à l'«autodétermination» mais à l'indépendance du peuple sahraoui.

Réactions des pays européens face aux mesures pétrolières de Carter

Le gouvernement américain a décidé de subventionner les importations de pétrole aux États-Unis, en offrant une prime de 5 dollars par baril aux compagnies qui achèteraient sur le marché libre européen.

Cette mesure, prise unilatéralement par le gouvernement américain, provoque des réactions hostiles des gouvernements d'Europe occidentale, qui voient là un risque de se trouver à court d'approvisionnement.

Vendredi, Barre et Schmidt se sont brièvement rencontrés pour évoquer le problème et exprimer leurs inquiétudes. Le ministre français de l'Energie, Giraud, et le ministre des Affai-

res étrangères, François-Poncet, se sont rendus ce week-end à Washington pour présenter au gouvernement américain les observations de la CEE sur la question. Le ministre français de l'Industrie a annoncé qu'il demanderait à Washington «un effort concerté de tous les pays consommateurs pour prendre simultanément des dispositions de réduction de la consommation», critiquant par là le caractère unilatéral des décisions américaines. Le ministre français devait rencontrer le président Carter ce lundi. Reste à savoir dans quelle mesure les pays européens seront disposés à affronter les prétentions américaines.

ECHEC DE LA CNUCED

La 5^e conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement s'est terminée dimanche à Manille, sans que les pays riches acceptent de satisfaire les exigences des pays du Tiers Monde. Les impérialismes occidentaux, mais aussi les pays de l'Est, ont été mis au banc des accusés par le Tiers Monde, notamment le groupe des 77.

Toutes les manœuvres avaient été tentées par les pays impérialistes pour diviser le front des pays du Tiers Monde, notamment en tentant d'opposer les pays de l'OPEP aux autres pays du Tiers Monde. Cette manœuvre a échoué, et l'ensemble des pays du Tiers Monde se sont regroupés autour des revendications présentées par le groupe des 77, qui réclamait :

— La renégociation des dettes des pays du Tiers Monde.

— Une meilleure organisation du commerce international par la fin des tarifs discriminatoires.

— Des mesures pour permettre des transferts de technologie, pour que les pays du Tiers Monde puissent avoir accès aux techniques de pointe.

— Enfin, les pays du Tiers Monde demandaient que les pays riches opèrent des versements au fonds de stabilisation des matières premières.

L'ensemble de ces revendications ont été rejetées en bloc par les pays impérialistes. Pour la question du fonds de stabilisation des matières premières, alors qu'un accord semblait être intervenu, plusieurs pays, dont les États-Unis, refusaient de s'engager sur des montants de versement, prétextant des difficultés budgétaires. De même les pays de l'Est ont refusé d'accroître leur aide au Tiers Monde.